



Le 18 octobre 2021

FACE A LA CRISE, FACE A LA DÉGRADATION CONTINUE DES CONDITIONS DE VIE DES TRAVAILLEURS ET DE LA JEUNESSE :

DOUBLEMENT DU POINT INDICIAIRE POUR TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE !

AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES DES PENSIONS ET DES RETRAITES PAR UNE INDEXATION SUR LE COÛT DE LA VIE !

A BAS LA LOI DE FINANCE 2022 QUI ORGANISE LA LIQUIDATION DU SUBVENTIONNEMENT DES PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITE

POUR SATISFAIRE CES REVENDICATIONS :

AUCUNE COLLABORATION AVEC LE GOUVERNEMENT,

LES TRAVAILLEURS DEVRONT IMPOSER AUX DIRIGEANTS SYNDICAUX :

ROMPEZ LE DIALOGUE ET LA CONCERTATION AVEC LE GOUVERNEMENT

PRONONCEZ VOUS POUR LE RETRAIT DE LA LOI DE FINANCE 2022

ORGANISEZ LA MOBILISATION UNIE ET CENTRALE SUR CET OBJECTIF

En cette rentrée sociale, jamais la situation n'a été plus critique pour les plus larges masses, exploitées et démunies.

Vie chère, pénuries, crise du logement et des transports, aggravation des effets de la pandémie COVID-19 (les chiffres avancés par les pouvoirs publics sont loin de la réalité), la grande majorité se débat pour sa survie, la famine commence à s'installer dans de nombreux foyers. A cela, il faut rajouter le chômage endémique, qui touche particulièrement une jeunesse sans perspective, conduisant certains jeunes à risquer leur vie dans des embarcations de fortune, pour quitter le pays et fuir la misère.

L'ombre des puissances impérialistes se profile derrière le programme économique de Tebboune.

Alors que Tebboune présidait une réunion de son gouvernement pour annoncer des soi-disant mesures de soulagement économique, c'est la Cheffe de mission du FMI qui a fixé les grands axes et le contenu de la loi de finance 2022 lors de son passage à Alger. En témoigne le projet de loi de partenariat public privé soumis au gouvernement le 30 septembre :

« L'Exécutif a expliqué, dans son communiqué, que le PPP permettra aussi de "bénéficier des capacités financières, managériales et du savoir-faire du secteur privé, et de garantir contractuellement l'effectivité des services, ainsi que leurs fournitures dans les délais et avec la qualité requise, tout en maintenant le caractère public des infrastructures réalisées dans ce cadre". Liberté du 2 octobre 2021

Les prétendues mesures de soutien au pouvoir d'achat annoncées par Tebboune, que la presse aux ordres encense et qui sont soutenues par les dirigeants syndicaux, ne visent à masquer l'ampleur de l'offensive du gouvernement contre les acquis sociaux, contenue notamment dans le projet de loi de finance 2022

Contre la revendication clairement définie par tous les mouvements de grève du début de l'année 2021, tant par les pompiers, les travailleurs des impôts, du commerce, de l'éducation nationale, de la santé ou des corps communaux, à savoir le doublement du point indiciaire qui toucherait toute la fonction publique et les retraités, Tebboune propose une insultante simagrée d'augmentation des salaires qui n'en est pas une. Il parle d'augmentation du point d'indice dans la Fonction Publique sans dire un mot de son montant.

Il s'agit en fait d'une réduction de l'impôt sur le revenu global et les cotisations qui se traduiront par une baisse des ressources pour les caisses d'assurance sociales et des retraites et une diminution des budgets de fonctionnement et d'équipements publics. Cela signifie reprendre de la main gauche ce qu'on prétend donner aux travailleurs de la main droite. Pire encore, cela servira de justification à de nouvelles attaques contre les retraites, contre l'accès gratuit aux soins, au nom du fait que "les caisses de l'Etat et de la protection sociale sont vides". Cela servira aussi à justifier les réformes dans le secteur public qui remettent en cause de fond en comble et d'une manière définitive toutes les conquêtes et avantages consacrés dans le statut unique de la fonction publique par des décennies de lutte de la classe ouvrière.

Les diminutions des cotisations sociales, c'est en réalité un immense cadeau pour la bourgeoisie algérienne qui ne paiera plus pour la caisse de sécurité sociale et les retraites.

Quant aux mesures pour relancer la machine économique, il s'agit plutôt de la livraison sans limite des richesses du pays aux besoins de l'impérialisme en crise à travers la facilitation accrue des Investissements Directs Etrangers (IDE).

Au demeurant, ce sont les grandes lignes développées par la Cheffe de mission du FMI qui n'a pas omis de rendre hommage aux efforts du gouvernement sur la question des réformes structurelles. Le régime et son gouvernement sont bel et bien à la solde des puissances impérialistes, parmi elles de l'impérialisme français.

La polémique avec Macron et l'ancienne puissance coloniale ne doit tromper personne. Nul ne sait ce qu'il y a derrière le discours de Macron qui en est la cause. Ce dernier juge t-il que la collaboration de la Sonatrach avec TOTAL n'avance pas assez vite? Trouve t-il que l'Algérie ne s'engage pas suffisamment aux côtés de l'impérialisme français dans la guerre du Sahel au moment où au Mali notamment, celui ci est en train de se faire damer le pion par la Russie? En tout état de cause, cette polémique, qui sert surtout à Tebboune pour se refaire à bon compte une image "patriotique" ne doit abuser personne. Plus que jamais le gouvernement Tebboune est le représentant des puissances impérialistes auxquels il propose de vendre, aux plus offrants, les ressources du pays.

Une exigence immédiate : doublement du point d'indice dans la Fonction Publique, augmentation massive des salaires de tous les travailleurs pour compenser l'astronomique augmentation des prix!

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter, mettant des millions de familles dans le désarroi. Voyons du côté du panier de la ménagère. Le pain est quasiment livré à 15 Da la baguette, (soit une augmentation de 50%), sous couvert fallacieux d'un pain « amélioré ». Les légumes : La pomme de terre, dépasse régulièrement les 75 da le kg, 50 Da pour les oignons, alors que la salade rejoint le prix des fruits qui ne sont jamais cédés à moins de 250 Da le kg. C'est ainsi que les points de vente de la Coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS) de Relizane ont été pris d'assaut récemment par des consommateurs à la recherche de meilleurs prix pour les lentilles, pois chiches et autres légumes secs produits localement.

Les viandes : Pour le veau, son prix varie entre 1 600 et 1 700 DA le kilogramme (près de 10 % du SNMG) et pour le mouton 1 300 et 1 400 DA le kilo, tandis que le poulet est à 500 DA le kilo.

La rentrée scolaire accroît encore plus les difficultés pour les travailleurs, le cartable à 3 000 da, les trousse et cahiers, 3 000 da, sans compter les livres qui peuvent atteindre 4 000 da selon le niveau et un minimum de 2500 da, la blouse à 800 da par enfant scolarisé...;

Au printemps, de puissants mouvements de grève (à la poste, dans l'enseignement, chez les pompiers etc.) se sont développés posant comme revendication centrale l'augmentation massive du point d'indice de la Fonction Publique. A nouveau depuis la rentrée scolaire , des mouvements ont eu lieu dans les établissements à la base mettant en avant cette revendication. Mais à chaque fois les travailleurs se heurtent à l'obstacle dressé par les appareils syndicaux qui soit, ignorent cette revendication, soit la noient dans mille autres prétendues "revendications" qui sont surtout les « revendications » du gouvernement !

Ainsi a-t-on vu fleurir de la part des dirigeants syndicaux des revendications dans l'enseignement telles que l' "allégement du cartable" (donc la diminution des contenus enseignés) ou même la suppression de certaines matières.

Ainsi le SATEF annonce une "journée de colère" pour un avenir indéterminé. Si la direction de ce syndicat évoque les salaires, elle se garde bien de formuler la revendication précise du doublement du point d'indice. Et toutes les autres revendications annoncées sont des revendications... gouvernementales à savoir se plaindre des volumes horaires trop lourds, la révision des programmes et pire encore la "mise en place du statut particulier des travailleurs de l'Éducation", c'est à dire leur sortie du statut général de la Fonction Publique.

Quant à la revendication de l' "annulation du système d'enseignement par groupe", elle s'oppose en réalité à celle de la diminution massive du nombre d'élèves par groupe qui suppose la création massive de postes pour qu'une telle diminution ne se traduise pas par une diminution du nombre d'heures de cours du aux élèves.

Ce sont ces revendications, ainsi que celles permettant une rentrée décente pour les enseignants et les jeunes (entretien des salles avec recrutement de personnel le permettant, bâtiments salubres disposant de l'eau courante, de l'électricité, accès de tous les élèves à la cantine etc.) qui permettraient d'unifier travailleurs, parents et jeunes face au pouvoir.

Il faut que les travailleurs imposent aux dirigeants syndicaux de briser leur coopération avec le régime

Pourquoi les dirigeants syndicaux ne défendent ils pas les véritables revendications? Parce qu'ils se vautrent chaque jour dans la concertation avec le régime. Leur participation au Conseil National économique et environnemental (CNESE) en est une illustration parmi d'autres, lequel CNESE vient de se fixer de la manière la plus claire comme fonction d'être un gendarme anti grève via les dirigeants syndicaux comme l'indique la déclaration de Redha Tir président du CESE : *« Le CNESE est le lieu idéal du dialogue social. Dans ce cadre , l'institution consultative (ndlr le CNESE lui même) compte s'auto-saisir lorsqu'une grève se déclenche dans un secteur »*

Autre exemple illustratif de l'étroite collaboration des dirigeants syndicaux avec le régime : le secteur de la santé. Alors que la pandémie a mis à jour les pénuries en postes, en moyens, en matériel, en médicaments de l'hôpital public (le manque criant de lits, d'oxygène, de médicaments anti cancéreux : ce ne sont que quelques exemples), on apprend dans le journal Liberté du 7 octobre

"Le ministre de la Santé prépare les assises nationales de la santé pour le mois de décembre prochain. Les partenaires sociaux se sont déjà mis au travail pour préparer leurs propositions qu'ils soumettront au premier responsable du secteur durant ce mois d'octobre. Le ministre de la Santé envisage de nouvelles réformes pour son secteur. Benbouzid dit vouloir activer le système de santé et corriger les dysfonctionnements sur la base des propositions soumises par les partenaires sociaux. Ces derniers sont,

d'ailleurs, appelés à déposer leurs propositions auprès de la tutelle avant le 20 octobre prochain. (...)

Le Syndicat national des enseignants chercheurs universitaires est également prêt à aller vers ce rendez-vous. Puisque le syndicat qui a déjà travaillé sur la nouvelle loi sanitaire attend encore que les dossiers préparés soient mis en application. «Nous ne pouvons pas régler les problèmes de la santé sans toucher aux problèmes de fond en prenant des décisions fortes, il ne faut pas faire du social et espérer pouvoir bouleverser le système de santé», a déclaré Rachid Belhadj, président du Snechu.".

C'est cette collaboration des directions syndicales avec le régime, avec le gouvernement Tebboune Benabderrahmane qui doit être brisée. Elle ne pourra l'être que par l'intervention directe, de la masse des travailleurs, reprenant le chemin qu'ils avaient emprunté en 2019 pour la réappropriation de l'UGTA, mais en prenant eux même en main leurs organisations syndicales (contrairement à 2019 où ce combat a été trahi par les bureaucrates syndicaux qui s'étaient portés à sa tête)

Pourquoi le Hirak n'a t-il pas réussi à balayer le régime ?

Les travailleurs aujourd'hui sont amenés à engager ce combat dans des conditions difficiles. Après deux ans d'une mobilisation historique rassemblant des millions de travailleurs, de jeunes dans l'objectif clair d'en finir avec le régime, celui ci est toujours là et, même profondément secoué par le tsunami qu'a constitué le Hirak, il a réussi tant bien que mal à se rétablir et il est aujourd'hui en situation de porter les plus rudes coups contre les conditions d'existence des masses. En même temps, on assiste à une répression et une restriction des libertés démocratiques sans précédent, remettant en cause les acquis imposés par la jeunesse qui s'est sacrifiée en Octobre 1988. Condamnations, interpellations, perquisitions, mises sous contrôle judiciaire et arrestations se poursuivent chaque jour sous couvert de la lutte contre le terrorisme. Le dernier épisode de cette répression massive, c'est la dissolution du RAJ.

Pour une large avant garde de la classe ouvrière et de la jeunesse, il est nécessaire de répondre à la question : qu'a t-il manqué aux masses pour vaincre ?

Les travailleurs qui dans les manifestations n'ont cessé de scander : « *Système, dégage ! Pas de discussion avec le gang !* » ont été confrontés au fait que les dirigeants syndicaux ont à l'inverse très vite repris le dialogue avec le régime. Ils ont été confrontés aux alliances constituées entre les organisations se réclamant de la classe ouvrière (PST,PT) avec des organisations bourgeoises (FFS,RCD, islamistes) qui se sont toutes situées sur le terrain du « processus constituant » et de la « transition inclusive », c'est à dire de la recherche d'une issue négociée avec le régime en vue non de son renversement, mais de son replâtrage. Les millions de manifestants ont eu la force d'interdire à Bouteflika le cinquième mandat, ils ont eu la force d'interdire la tenue de la première et de la deuxième présidentielle programmées par le régime. Ils ont mis à l'ordre du jour à travers les diverses grèves qui ont secoué le pays la question de la grève générale. Ils ont tenté aussi bien lors de la présidentielle qui a « élu » Tebboune que lors du referendum instaurant la nouvelle constitution – celle au nom de laquelle des centaines de militants sont emprisonnés pour « atteinte à l'unité nationale » - de boycotter les élections.

Mais ils se sont heurtés au soutien ouvert apporté au régime par les dirigeants de l'UGTA, au silence valant soutien de la CSA, et évidemment à leur refus d'appeler à la grève générale condition d'organisation du boycott effectif – qui n'a rien à voir avec la simple non participation sans combat du PST et du PT.

Aujourd'hui le régime prépare une nouvelle mascarade électorale à travers les élections locales du mois prochain. Les pseudo opposants au régime se sentent autorisés à participer ouvertement à ces élections de légitimation de Tebboune . Il en va ainsi du FFS et d'une autre manière du PT qui « laisse la liberté » de la participation ou non. Ils s'y sentent autorisés parce que, inévitablement, le mouvement de masses se heurtant à ces obstacles sans pouvoir les surmonter a fini par refluer.

Seule la classe ouvrière était à même, prenant la direction du Hirak, de le mener jusqu'à la victoire, c'est à dire à la chute du régime. Mais la classe ouvrière, qui a manifesté pendant deux ans une exceptionnelle combativité, a manqué d'une organisation, d'un parti. Quant à ses syndicats, ils sont dirigés par des

suppôts du régime.

Constituer un tel Parti, voilà la tâche à laquelle il faut œuvrer. Pour les militants regroupés autour de Maghreb socialiste, un tel Parti ne peut se constituer que sur la base d'un programme révolutionnaire qui sans doute inclura la satisfaction des revendications démocratiques (libération de tous les prisonniers politiques, liberté totale d'association, d'organisation, de presse, abrogation du code de la famille) mais au-delà, visera à la libération définitive du pays de la tutelle impérialiste, nationalisera les grands moyens de production et d'échanges, organisera la production en fonction des seuls besoins des masses.

La classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot : A bas la loi de finances 2022 ! A bas le projet de liquidation de subventionnement des produits de première nécessité !

Le mouvement des masses n'a pas dit son dernier mot. Le gouvernement Tebboune se croit autorisé à travers le projet de loi de finances 2022 de frapper durement les masses, déjà accablées par la hausse des prix à liquider le subventionnement des produits de première nécessité au nom de les réserver à la fraction la plus misérable de la population. Pour des millions de travailleurs, c'est une nouvelle dégradation brutale de leur situation, visant à les mettre au bord de la famine.

La question est immédiatement posée du combat centralisé contre le projet de loi de finances 2022. Ce combat est indissociable du combat pour imposer aux dirigeants des organisations syndicales qu'ils rompent avec le régime qu'ils constituent un front uni pour affronter et vaincre le gouvernement. Dans ce cadre il faut leur imposer la perspective d' une mobilisation centrale et unie au siège du pouvoir sur le mot d'ordre **A bas la loi de finance !**. Tel est le combat auquel les militants de Maghreb socialiste vous proposent de vous associer